

COMMUNIQUÉ DE PRESSE  
Pour diffusion immédiate

## La Ville de Montréal félicitée pour son leadership en matière de décriminalisation des drogues

**Montréal, 26 janvier 2021** – L'Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ), l'Association québécoise pour la promotion de la santé des utilisateurs et utilisatrices de drogue (AQPSUD), les Étudiant.es canadien.nes pour les politiques éclairées sur les substances psychoactives (ECPEP), Moms Stop the Harm (MSTH), le Réseau juridique VIH (RJV), ainsi que la Table des organismes communautaires montréalais de lutte contre le SIDA (TOMS), saluent avec grand enthousiasme l'adoption majoritaire de la motion par le Conseil municipal de la Ville de Montréal visant la décriminalisation de la possession simple de drogue pour usage personnel.

Nos organisations qui se sont réunies, comme bien d'autres au pays, afin de faire entendre leurs voix auprès des instances municipales<sup>1</sup>, félicitent la Ville de Montréal pour avoir emboîté le pas à d'autres villes canadiennes, telles Cobourg, Colombier, Creighton, Delta, Halton Hills, Kamloops, Saint-Joseph-de-Coleraine, Sainte-Émélie-de-l'Énergie, Saint-Valérien, Salmo, Selwin, Squamish, Toronto, Victoria et bien entendu, Vancouver.

Au cœur de cette motion déposée aujourd'hui par les conseillers municipaux, Messieurs Marvin Rotrand et Christian Arseneault, se retrouvent notamment les libellés suivants :

*« ...Que la Ville de Montréal ajoute sa voix à celles des villes de Toronto et de Vancouver afin de demander au gouvernement canadien de décriminaliser la possession simple de drogue pour usage personnel en vertu de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances; »*

*« ...Que la Ville de Montréal élabore, dans ses champs de compétences, une stratégie de réduction de méfaits en collaboration et en concertation avec les acteurs du milieu et ses partenaires gouvernementaux qui tiendra compte du contexte légal lié aux drogues et de son évolution afin d'atténuer leurs effets négatifs sur la santé des personnes qui consomment des drogues; »*

En entérinant cette motion, la Ville de Montréal adopte un changement d'orientation devenu plus qu'urgent. En effet, l'endossement de cette motion arrive à un moment crucial où la population canadienne est aux prises avec des situations de vies ou de morts, exacerbées par la pandémie de la COVID-19.

Nous espérons que ce geste enverra un message clair au gouvernement fédéral, l'amenant à délaisser incessamment les politiques répressives et à concrétiser la décriminalisation de la possession simple de drogues pour usage personnel au bénéfice de notre société et de ses citoyen-ne-s.

Alors que chaque jour des vies sont brisées, nous exhortons par ailleurs Montréal, à donner suite à leur engagement, en demandant une exemption en vertu de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances pour son territoire, une démarche expliquée dans [Décriminalisation des personnes qui consomment des drogues : un guide d'introduction pour les gouvernements municipaux et provinciaux](#), une publication du Réseau juridique VIH.

2021 doit être une année de changement pour la société, une année où la vie, la santé, la sécurité et les droits des personnes faisant usage de substances sont au cœur des priorités.

## À propos

**L'Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ)** est un organisme à but non lucratif qui regroupe les intervenants de tous les milieux intéressés au domaine des dépendances au Québec, soit les milieux publics, communautaires et privés, ceux de la santé publique et des services sociaux, de l'éducation, ainsi que les milieux universitaire, de la recherche, de la sécurité publique et du monde du travail.) a pour mission de valoriser et de soutenir l'intervention dans la prévention, la réduction des méfaits, le traitement et la réinsertion sociale des personnes aux prises avec une dépendance et celles à risque de le devenir, par le développement des compétences, l'information, la concertation et la mise en commun des expertises.

**L'Association pour la promotion de la santé des personnes utilisatrices de drogues (AQPSUD)** est un organisme provincial, qui selon la philosophie de réduction des méfaits et une optique d'empowerment, permet de regrouper des personnes utilisatrices de drogues qui aspirent à faire la promotion de la santé, la prévention des infections transmissibles sexuellement et par le sang et l'amélioration de leurs conditions de vie. L'AQPSUD est l'organisme communautaire responsable de la bonne gestion de L'Injecteur et de l'ADDICQ.

**Étudiantes Canadiennes pour les Politiques Éclairées sur les Substances Psychoactives (ÉCÉPÉSP)** est un réseau national de jeunes et d'étudiant.es qui se soucient de l'impact négatif de nos politiques en matière de drogue sur les individus et les communautés. ÉCÉPÉSP considère que la consommation problématique de drogues dans la société est avant tout une question de santé et de droits humains plutôt qu'une question du domaine criminel et préconise des réponses appropriées, fondées sur les données probantes, pour réduire et prévenir les méfaits associés à la consommation de drogues.

**Moms Stop the Harm (MSTH)** est un réseau de familles canadiennes touchées par les méfaits et les décès liés à la consommation de drogues. Nous revendiquons le changement des politiques inefficaces en matière de drogues et nous apportons du soutien aux familles endeuillées et aux personnes ayant des proches qui vivent actuellement ou ont vécu par le passé un problème de consommation de drogues.

**Le Réseau juridique VIH (RJV)** fait valoir les droits humains des personnes vivant avec le VIH ou le sida et de celles qui sont à risque ou affectées autrement, au Canada et dans le monde, à l'aide de recherches et d'analyses, d'actions en contentieux et d'autres formes de plaidoyer, d'éducation du public et de mobilisation communautaire.

La **Table des Organismes Montréalais de Lutte contre le VIH/Sida (TOMS)** est un regroupement régional sectoriel de 30 organismes membres, tous œuvrant dans la lutte contre le VIH/sida.

- 30 -

Renseignements : Vanessa Nonat  
Conseillère en communication et développement  
Association des intervenants en dépendance du Québec  
514 791 6281 - [communication@aidq.org](mailto:communication@aidq.org)